Les soldats alsaciens-lorrains de la Grande Guerre dans la société française (1918-1939)

Raphaël Georges

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/alsace/3545>

DOI : 10.4000/alsace.3545

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2018

Pagination : 455-463

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Raphaël Georges, « Les soldats alsaciens-lorrains de la Grande Guerre dans la société française (1918-1939) », *Revue d'Alsace* [En ligne], 144 | 2018, mis en ligne le 20 mai 2019, consulté le 15 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/3545> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.3545>

Les soldats alsaciens-lorrains de la Grande Guerre dans la société française (1918-1939)¹

Raphaël Georges

455

Présentation du sujet

Notre thèse considère la place réservée aux soldats alsaciens-lorrains de la Grande Guerre dans la société française de 1918 à la fin des années 1930. Sujets de l'empereur en août 1914, ils sont mobilisés pour la durée du conflit dans l'armée allemande. En revanche, la victoire de la France consacre pour eux une destinée différente de leurs pairs allemands, puisqu'ils sont bientôt amenés à devenir Français. Ils passent ainsi du camp des vaincus à celui des vainqueurs, de la qualité de soldats allemands à celle de citoyens français. Dans un contexte où les nationalismes sont encore exacerbés, cette situation n'est pas anodine. Elle soulève des enjeux importants et rend leur parcours original dès leur sortie de guerre, lors de la démobilisation et du retour des armées, jusqu'à leur passage à la vie civile, à travers, notamment, leur intégration à l'espace social et national. Leur expérience combattante les distingue singulièrement des autres vétérans et justifie, de la part des autorités civiles et militaires, l'élaboration d'un traitement spécial hors du cadre réglementaire et

1. Notre thèse a été préparée au sein de l'EA 3400 de l'Université de Strasbourg, sous la direction de Jean-Noël Grandhomme (Université de Lorraine) et Claude Muller (Université de Strasbourg), et soutenue le 12 juin 2018 devant un jury composé des directeurs et de Julie d'Andurain (Université de Lorraine), Maurice Carrez (Université de Strasbourg), François Cochet (Université de Lorraine), Antoine Prost (Université de Paris 1 Sorbonne) et Anne Rasmussen (Université de Strasbourg).

législatif appliqué aux anciens Poilus, du moins pendant une période temporaire, dans l'attente de l'assimilation progressive au système juridique français. Dans une perspective d'histoire sociale et culturelle, nous proposons donc d'analyser les implications concrètes et symboliques de leur expérience de guerre dans la société française entre 1918 et 1939. En cela, il s'agit de comprendre les conditions d'intégration de ce groupe minoritaire au corps social et national afin de dévoiler, notamment, les dynamiques à l'œuvre qui créent et formalisent les liens du contrat social établi entre les Alsaciens-Lorrains et leurs nouveaux concitoyens.

Définition du corpus

Avant de présenter les résultats de nos recherches, quelques précisions s'imposent quant à la définition du corpus. Qu'entend-on, en effet, par « Alsaciens-Lorrains », et plus particulièrement « soldats alsaciens-lorrains » ? La question mérite d'être posée, car la période qui nous occupe est caractérisée par d'importants mouvements de populations et par un double processus de naturalisation et d'expulsion. Pour commencer, précisons que pendant la guerre les Allemands et les Français élaborent chacun de leur côté une définition assez semblable. L'État-major allemand distingue sous cette catégorie une minorité régionale suspecte en raison de sa proximité supposée avec la France et qu'il convient donc de surveiller plus étroitement que d'autres groupes. En effet, les cas de désertion avérés aux premiers jours de la mobilisation réactivent une méfiance longtemps entretenue parmi les cadres de l'armée à l'égard des recrues du *Reichsland*. Cette suspicion cible surtout sur les hommes issus de familles indigènes, tandis que les « *Altdeutschen* » (« Vieux-Allemands ») installés en Alsace-Lorraine après 1871 sont jugés fiables et, par conséquent, forment une sous-catégorie distincte. Ces derniers ne sont pas visés par les mesures d'exception prises en matière de censure du courrier, d'affectation ou encore de permission. Toutefois, ces dispositions ne sont pas appliquées de façon systématique et une certaine marge de manœuvre semble avoir été laissée à l'appréciation des officiers qui évaluent eux-mêmes le degré de loyauté de leurs soldats. De leur côté, pour séparer les Alsaciens-Lorrains des autres Allemands dans les camps de prisonniers, les Français s'appuient eux aussi sur le critère de l'origine familiale et insistent en outre sur le sentiment national et la loyauté dont ces individus font preuve (au cours d'interrogatoires) à

l'égard de la France. Si elles sont réunies, ces conditions suffisent à les faire bénéficier de conditions de détention plus favorables dans des camps spéciaux à Saint-Rambert-sur-Loire, Lourdes et Paris. Si tel n'est pas le cas, les prisonniers continuent d'être traités comme leurs pairs allemands. En France comme en Allemagne, les limites de la catégorie sont donc moins fixes qu'il n'y paraît, d'autant plus qu'il faut compter avec un certain nombre d'hommes issus de couples mixtes (un père allemand et une mère alsacienne, ou l'inverse). Ce flou demeure au sortir de la guerre. Néanmoins, on peut considérer l'expérience de la distinction (avoir été, tôt ou tard, reconnu comme Alsacien-Lorrain) comme fondatrice *a minima* d'une conscience de groupe largement partagée. Dans les semaines et les mois qui suivent l'entrée des troupes françaises, les commissions de triage puis la procédure de naturalisation viennent modifier les contours de ce groupe régional. Le tri de la population effectué à ces occasions se fonde encore pour une grande part sur la germanité des individus, de sang ou de sentiment. Notre étude s'intéresse pour l'essentiel aux Alsaciens-Lorrains mobilisés entre 1914 et 1918 dans l'armée allemande, quelle que soit la durée de leur séjour aux armées – y compris, donc, les réfractaires à l'appel à mobilisation et les déserteurs –, et qui sont par la suite naturalisés en qualité de Français. Ceux qui sont contraints de quitter le territoire dans les semaines qui suivent l'armistice sortent du cadre de notre problématique, de même que les Allemands ayant résidé en Alsace-Lorraine avant la fin du conflit et émigré depuis. Malgré la difficulté à établir une évaluation chiffrée de notre corpus, nous pouvons l'estimer autour de 225 000 individus (après déduction des 37 500 morts).

Structure des chapitres et premières conclusions

La thèse est organisée en deux grandes parties comportant chacune trois chapitres équilibrés en volume. La première partie s'attache à analyser les répercussions sociales de l'expérience de guerre des anciens combattants alsaciens-lorrains. La seconde vise quant à elle à étudier les représentations et la mémoire bâties autour de cette expérience, véhiculées au moyen de différents vecteurs, et de mettre en lumière leur rôle dans le processus d'intégration de ces hommes. Comme souvent, un tel découpage s'impose pour des raisons didactiques mais s'avère à certains égards artificiel. En effet, plutôt que de cloisonner le pratique et le symbolique, les registres réel et idéal, notre but est de montrer tout au

long de la thèse l'intrication très étroite de ces sphères, qui œuvrent et agissent conjointement et ne sauraient donc être séparées l'une de l'autre excepté pour la nécessité d'une présentation structurée.

Le premier temps fort vers lequel mène notre problématique est celui du retour des hommes du front dans une province contrôlée, ou en passe de l'être, par l'armée française. Le chapitre 1 s'ouvre ainsi sur les modalités de la démobilisation des Alsaciens-Lorrains. Dans l'armée allemande défaite, ils comptent parmi les premiers à être officiellement libérés, précisément en raison du changement de régime de leur province. Leur arrivée en masse aux nouvelles frontières n'est pas sans surprendre les autorités françaises, obligées d'organiser dans l'urgence une série de mesures de contrôle pour écarter autant que possible les personnes jugées indésirables parmi cette foule de soldats se présentant en tenue *Feldgrau*. En cette fin d'année 1918, le rétablissement puis le maintien de l'ordre demeurent une préoccupation primordiale. Dans ce contexte, les autorités décident d'anticiper le rapatriement des prisonniers alsaciens-lorrains détenus dans les trois camps de faveur en France, ainsi que celui des engagés volontaires de l'armée française originaires d'Alsace-Lorraine. La libération des prisonniers des camps alliés s'étale quant à elle tout au long de l'année 1919. Enfin, nous achevons d'analyser le retour des soldats par l'étude du rapatriement des blessés demeurés hospitalisés en Allemagne et des prisonniers et disparus retenus dans des provinces lointaines, en particulier dans l'immensité russe. Au-delà du seul processus de démobilisation, le chapitre s'intéresse au contact établi entre les adversaires de la veille – soldats français en stationnement et *Feldgrauen* alsaciens-lorrains – promis à devenir des « frères », des « compatriotes », ou tout du moins des « concitoyens ». Ce contact, effectué sans encombre majeur, est non seulement marqué par une suspicion ambiante et une incompréhension réciproque, mais constitue en outre le moment charnière au cours duquel s'instaurent de nouveaux repères sociaux déterminants pour la suite, analysés plus en détail dans les chapitres suivants.

Le chapitre 2 interroge les conditions de la reconversion de ces hommes à la vie civile, notamment sous l'angle de leur réinsertion professionnelle. Comme l'immédiat après-guerre est caractérisé par un chômage important, il s'agit de comprendre quelles mesures sont mises en œuvre à l'attention des chômeurs et des anciens soldats les plus vulnérables, en particulier les invalides de guerre. Dans ce cadre,

le régime d'assistance et le droit à réparation reconnu aux Alsaciens-Lorrains sont abordés en premier lieu. Ces questions soulèvent un certain nombre de problèmes pratiques, concernant notamment les fonds à y consacrer, et des considérations politiques et morales se heurtent à l'idéal d'assimilation. En substance, la question se pose de déterminer qui, de la France ou de l'Allemagne, doit payer pour les dommages causés à ces hommes pendant la guerre. Les débats sont houleux et tardent à être tranchés. Dans l'attente, un régime spécial est élaboré pour les Alsaciens-Lorrains, qui concerne la prise en charge des soins autant que la rééducation professionnelle ou les pensions d'invalidité. L'extension de la législation française en matière de pension (la loi du 31 mars 1919) est finalement votée par les parlementaires en 1923, après que ceux-ci aient obtenu l'assurance des remboursements allemands au titre des réparations. Elle n'en représente pas moins la reconnaissance par la France des blessures reçues en service pour l'Allemagne, ce qui constitue un symbole fort attendu par les Alsaciens-Lorrains depuis 1918.

Le chapitre 3 est consacré aux recompositions sociales à partir de la fin de la guerre. En la matière, dans la continuité des conclusions du chapitre précédent, l'étude signale le poids de l'expérience de guerre de ces hommes dans l'organisation sociale qui se dessine, en particulier à l'échelle régionale. En effet, une hiérarchisation se dessine au sein de la population masculine, qui place au sommet les soldats français et, parmi eux, les déserteurs de l'armée allemande et les engagés volontaires. Bien que très minoritaires en nombre, ils sont élevés en dignes représentants du patriotisme des « provinces recouvrées » et partagent ainsi avec les poilus en stationnement l'ensemble des honneurs militaires et civils. Relevons au passage que cette valorisation s'appuie sur une inversion des valeurs militaires traditionnelles, puisque le déserteur, figure habituelle du traître, est ici considéré comme un homme valeureux. À l'inverse, les vétérans de l'armée du Kaiser forment une majorité silencieuse qui n'accède pas aux formes de reconnaissance symboliques prévues pour les Poilus (qu'il s'agisse de diplômes ou décorations militaires aussi bien que tout autre honneur rendu dans l'espace public), ou seulement après de longues tractations. Un acte fort intervient cette fois en 1927 avec la reconnaissance de leur qualité d'ancien combattant français, ouvrant droit à la carte du combattant en même temps que leurs pairs nationaux. Le paysage associatif étudié en dernier lieu dans ce chapitre traduit encore

la variété des positions sociales héritées du temps de guerre et manifeste des crispations découlant à la fois de cette hiérarchisation et de clivages politiques.

La seconde partie de notre thèse porte sur les représentations et la mémoire de l'expérience de guerre des Alsaciens-Lorrains. Il s'agit d'éclairer leur rôle dans l'assignation sociale de ces hommes au moyen d'une analyse de différents vecteurs. Le chapitre 4 passe ainsi en revue une grande partie de la production éditoriale produite entre 1918 et 1939, de la littérature romanesque au récit historique, sans oublier la littérature de jeunesse et les manuels scolaires. Il en ressort une nette prépondérance de la place accordée aux déserteurs et aux engagés volontaires, au parcours valorisé, voire héroïsé, tandis que le sort des Alsaciens-Lorrains de l'armée allemande, quand il est évoqué, est décrit selon les codes d'une interprétation patriotique. Le plus souvent, ils apparaissent comme des patriotes français contraints de revêtir l'uniforme allemand mais impatients de désertier. Ces modèles littéraires centrés autour de la dialectique de l'héroïsation et de la victimisation renforcent les assignations sociales déjà observées en première partie. Ils dominent les différents champs littéraires tout au long des années 1920 et ne sont contestés que par de rares ouvrages proches du courant autonomiste. En revanche, cette prépondérance s'atténue au cours des années 1930, tandis que se développe un récit régionaliste plus nuancé qui fait valoir le « drame » des Alsaciens-Lorrains, tiraillés entre France et Allemagne. Le contexte pousse alors à promouvoir une paix durable face à la montée du nazisme. Celle-ci renforce en effet le pacifisme et cristallise l'unité nationale, alors même que l'autonomisme décline et cesse d'apparaître comme un danger nécessitant une lutte idéologique sur le terrain de la propagande.

Avec le chapitre 5, l'analyse fine des gestes commémoratifs et, en premier lieu, du mouvement d'édification des monuments aux morts, permet également d'observer la francisation de la mémoire de l'expérience de guerre des Alsaciens-Lorrains. Or, il apparaît que celle-ci résulte de l'action conjointe et, à maints égards, concertée, des services de l'État et des communautés locales qui se conforment volontiers aux codes républicains. Les cérémonies et discours commémoratifs donnent à voir une nette orientation nationale, rejoignant les conclusions de l'étude littéraire précédente. Ici aussi, les principales voix dissonantes sont le fait de fractions autonomistes et / ou communistes.

Enfin, le chapitre 6 examine les récits de guerre publiés par d'anciens combattants alsaciens-lorrains eux-mêmes ou des auteurs qui se présentent comme tels. Le genre romanesque constitue la tendance majoritaire, mais le corpus de seize titres compte également un recueil de lettres et des souvenirs. Certains semblent directement inspirés par la veine patriotique présente dans la littérature exogène et révélée dans le chapitre 4, tandis que d'autres offrent une lecture régionaliste en rupture avec ce discours dominant. D'une façon générale, ces récits laissent paraître un effort de justification des services accomplis sous l'uniforme allemand, qui passe notamment par une contextualisation des événements replacés dans le temps long de l'Annexion. Ces récits donnent à voir une reconstitution d'un champ d'expérience et d'un horizon d'attente, à l'aune desquels la France apparaît sinon comme la patrie de cœur, du moins comme une nation chargée d'un attrait positif. Comme pour les monuments aux morts, on peut déceler ici une renégociation du passé en fonction des intérêts du présent, commune à toute démarche mémorielle.

C'est là une des conclusions de notre thèse. Au sortir de la guerre, la population alsacienne-lorraine se tourne vers un avenir français, qu'elle espère garant de la paix. Son rapport au passé se recompose donc en vue de cet avenir commun. Ainsi, comme l'avait déjà souligné Jean-François Chanet à partir de l'étude de l'école républicaine en France, le projet national dépasse la seule contrainte venue du haut pour embrasser plus largement la société entière, qui contribue de façon active à son succès². Un contrat social et national lie tacitement les Alsaciens-Lorrains à leur nouvelle société, les enjoignant de collaborer à la bonne intégration des « provinces recouvrées ». Ce seul prisme permet de comprendre la mémoire de leur expérience de guerre qui se bâtit alors. Cette situation nouvelle, qui engage l'avenir, s'accompagne de nouveaux cadres sociaux et nationaux et de nouveaux réflexes identitaires. Ainsi, les défenseurs d'une République une et indivisible se rejoignent autour d'un récit national vecteur de cohésion et d'unité, tandis qu'un modèle interprétatif régionaliste plus nuancé, voire parfois hostile, traduit un positionnement politique et identitaire marqué par une forme de réaction, une prise de distance face à la République centralisatrice. L'étude des vecteurs mémoriels nous rappelle l'importance de la mémoire dans la définition

2. Voir Jean-François CHANET, *L'école républicaine et les petites patries*, Paris, Aubier, 1996, 426 p.

identitaire et, dans ce contexte précis de transition nationale, démontre les enjeux politiques contenus dans les usages mémoriels du passé, y compris le passé tout récent que représente à cette époque la période de la guerre.

Intérêt historiographique

Notre thèse apporte une contribution à différents champs historiographiques, à commencer par celui des sorties de guerre, investi dès 1977 par le travail d'Antoine Prost³. Celui-ci apparaît précurseur dans cette entreprise considérablement enrichie par la suite, notamment depuis le début des années 2000⁴. Nos réflexions s'inscrivent également dans le champ des études sur les minorités en guerre, très dynamique à l'aube du Centenaire⁵. Dans ce cadre, les travaux sur l'Alsace-Lorraine et les Alsaciens-Lorrains, renouvelés depuis les années 2000, notamment sous l'impulsion de Jean-Noël Grandhomme⁶, offrent des approfondissements propices au comparatisme⁷. Enfin, cette thèse s'inscrit également dans

462

3. Antoine PROST, *Les anciens combattants et la société française, 1914-1939* (3 tomes : histoire, sociologie, mentalités), Paris, Presses universitaires de France, 1977.

4. Pour ne citer que quelques titres : Bruno CABANES, *La victoire endeuillée. La sortie de guerre des soldats français*, Paris, Seuil, 2004 ; Bruno CABANES et Guillaume PIKETTY (dir.), *Retour à l'intime au sortir de la guerre*, Paris, Tallandier, 2009 ; Stéphane TISON, *Comment sortir de la guerre ? Deuil, mémoire et traumatisme, 1870-1940*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011 ; Dominique FOUCHARD, *Le poids de la guerre, Les poilus et leur famille après 1918*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013.

5. Benjamin ZIEMANN, *Front und Heimat. Ländliche Krieserfahrungen im südlichen Bayern (1914-1923)*, Essen, Klartext, 1997 ; *Identités troublées, 1914-1918, Les appartenances sociales et nationales à l'épreuve de la guerre*, Toulouse, Privat, 2011 ; Michaël BOURLET, Yann LAGADEC et Erwan LE GALL (dir.), *Petites patries dans la Grande Guerre*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013, 250 p. ; Pierre PURSEIGLE, *Mobilisation, sacrifice et citoyenneté, Angleterre-France, 1900-1918*, Paris, Les Belles Lettres, 2013 ; Nicolas BEAUPRÉ, Vincent FLAURAUD et Aline FRYZMAN, *Littératures, identités régionales et Grande Guerre*, Revues.org/Clermont-Ferrand, Presses universitaires Blaise-Pascal, 2014 ; Sylvain GREGORI et Jean-Paul PELLEGRINETTI (dir.), *Minorités, identités régionales et nationales en guerre (1914-1918)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2017.

6. Jean-Noël GRANDHOMME (dir.) *Boches ou tricolores ? Les Alsaciens-Lorrains dans la Grande Guerre*, Strasbourg, La Nuée bleue, 2008 ; Jean-Noël et Francis GRANDHOMME, *Les Alsaciens-Lorrains dans la Grande Guerre*, Strasbourg, La Nuée bleue, 2013.

7. Ce fût l'objet des journées d'études « Soldats d'entre-deux » organisées à l'Université de Strasbourg en 2012, 2013 et 2014 (actes à paraître).

le sillage des études consacrées à la construction des identités nationales. À ce titre, l'Alsace-Lorraine constitue un laboratoire privilégié que plusieurs historiens, notamment anglo-saxons, ont déjà exploré⁸. Dans la compréhension des dynamiques d'assimilation à l'œuvre dans l'après-guerre, nous défendons la nécessité de dépasser la seule logique descendante (*top-down*) pour insister sur la dimension participative et ascendante (*bottom-up*).

8. Paul SMITH, « À la recherche d'une identité nationale en Alsace (1870-1918) », *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*, 1996, p. 23-35 ; Stephen L. HARP, *Learning to be Loyal, Primary Schooling as Nation Building in Alsace and Lorraine 1850-1940*, USA, Northern Illinois University Press, 1998 ; Elizabeth VLOSSAK, *Marianne or Germania? Nationalizing women in Alsace, 1870-1946*, Oxford, Oxford University Press, 2010 ; Christopher J. FISCHER, *Alsace to the Alsatians? Visions and Divisions of Alsatian Regionalism, 1870-1939*, New York, 2010 ; Paul SMITH, « "The Kiss of France", The Republic and the Alsatians during the First World War », in *Minorities in Wartime, National and Racial Groupings in Europe, North America and Australia during the Two World Wars*, Oxford, Berg, 1993, p. 27-49 ; Alan KRAMER, « Wackes at War, Alsace-Lorraine and the Failure of German National Mobilization, 1914-1918 », in John HORNE (dir.), *State, Society and Mobilization in Europe during the First World War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p. 105-122 ; Christoph JAHR, *Gewöhnliche Soldaten, Desertion und Deserteure in deutschen und britischen Heer (1914-1918)*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1998, p. 253-284 ; Christopher FISCHER, « War Weariness or National Reunion? Alsace, 1914-1918 », *Annual Meeting of the Western Society for French History*, 2001, p. 223-231 ; Samuel GOODFELLOW, « From Germany to France? Interwar Alsatian National Identity », *French History*, 1993, p. 450-471 ; David Allen HARVEY, « Lost Children or Enemy Aliens ? Classifying the Population of Alsace after the First World War », *Journal of Contemporary History*, 1999, p. 537-554 ; Laird BOSSWELL, « From Liberation to Purge Trials in the "Mythic Provinces", Recasting French Identities in Alsace and Lorraine, 1918-1920 », *French Historical Studies*, 2000, p. 129-162 ; Louisa ZANOUN, « Class and National Identity in a Disputed Border Region, The French Communist Party in the Moselle, 1918-1929 », in Brian SUDLOW (dir.), *National Identities in France*, London, Transaction Publishers, 2011, p. 65-79 ; Alison CARROL, « La SFIO et l'intégration nationale », *Revue d'Alsace*, 2011, p. 483-495.